

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

RAPPORT INSTITUTIONNEL – GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

I. Aperçu du mandat de la GRC

Mandat et responsabilités essentielles

Les responsabilités de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sont énoncées à l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Le mandat de la GRC comporte de multiples volets, notamment prévenir la criminalité et mener des enquêtes; maintenir la paix et l'ordre; faire respecter les lois; contribuer à la sécurité nationale; veiller à la sécurité des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des membres de missions étrangères; et fournir des services de soutien opérationnel vitaux à d'autres organismes de police et d'application de la loi au Canada et à l'étranger.

Pour s'acquitter de son mandat et de ses responsabilités essentielles, la GRC offre ses services par l'entremise de 13 divisions réparties dans l'ensemble du pays ainsi que d'une Direction générale (DG), et elle est organisée autour de trois domaines de responsabilité :

- Les **Services de police contractuels et autochtones (SPCA)** sont responsables de la gestion des services de police provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones, tels qu'ils sont administrés en vertu des ententes sur les services de police (ESP). Cela comprend des services de police contractuels dans huit provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec), trois territoires (Nunavut, Yukon et Territoires du Nord-Ouest), environ 150 municipalités et plus de 600 collectivités autochtones, notamment dans le cadre du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits. De plus, les SPCA offrent des politiques, des programmes, des recherches et des outils pour appuyer l'application de la loi, la prévention et l'éducation dans l'ensemble de la GRC.
- Les **Services de police spécialisés (SPS)** fournissent des services spécialisés et techniques à tous les organismes canadiens d'application de la loi, aux intervenants du milieu de la justice pénale et à certaines organisations étrangères. Ces services comprennent de la formation avancée pour les organismes d'application de la loi; des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis sur les armes à feu ainsi que des outils et services d'enquête (p. ex. dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants). À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations et

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

les enquêtes de la GRC, comme la collecte de preuves numériques et de renseignements sur la cybercriminalité, la fourniture d'outils de technologie de l'information pour les services de police et la mise en œuvre de normes de sécurité touchant le personnel et l'organisation.

- La **Police fédérale (PF)** s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Par l'entremise de la PF, la GRC prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, la criminalité transnationale et le crime organisé et grave, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires. En vertu des pouvoirs conférés par la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (Loi sur la GRC) et le *Règlement de la Gendarmerie royale du Canada (2014)*, le mandat de la PF comprend un large éventail de pouvoir en matière d'application de la loi tenant compte de plus de deux cent cinquante lois fédérales.

Cadre juridique

La GRC tire son pouvoir de plusieurs lois, dont la Loi sur la GRC, la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* (LIMS), le *Code criminel* et la common law.

- La Loi sur la GRC constitue le fondement législatif de la GRC. La Loi fait de l'organisation le service de police du Canada sous la responsabilité et la gestion du commissaire. Le commissaire se voit confier un vaste mandat pour gérer la GRC, et il reçoit des directives du ministre de la Sécurité publique (directives ministérielles), qui est ultimement responsable de la GRC devant le Parlement. La Loi sur la GRC établit également le devoir de la GRC de préserver la paix, de prévenir le crime et d'appréhender les criminels.
- La LIMS décrit le rôle de la GRC dans la lutte contre les menaces et la prévention des menaces afin d'assurer la sécurité du Canada. La Loi désigne la GRC comme étant la principale responsable des enquêtes sur les infractions liées aux menaces envers la sécurité du Canada, conformément à la définition de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Ces infractions peuvent inclure l'espionnage, l'ingérence étrangère, le terrorisme et d'autres activités qui constituent un risque pour la sécurité nationale.

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

- Le *Code criminel* est la principale loi qui codifie et régit le droit criminel au Canada. Le *Code criminel* énonce les diverses infractions pénales, leurs définitions ainsi que les peines et les procédures correspondantes en matière de poursuites. De plus, le *Code criminel* est un cadre juridique essentiel qui guide les policiers et leur offre le fondement juridique dont ils ont besoin pour diverses techniques d'enquête qu'ils peuvent utiliser pour recueillir des éléments de preuve dans le cadre d'enquêtes criminelles. Ces techniques peuvent inclure l'obtention de mandats de perquisition, d'autorisations d'interception de communications, de surveillance et d'autres outils d'enquête. Dans de nombreux cas, pour appliquer ces techniques, il faut obtenir l'autorisation d'un juge ou d'une autre autorité judiciaire afin de s'assurer que les techniques sont utilisées conformément aux exigences juridiques et d'une manière qui protège les droits fondamentaux garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*.
- Les pouvoirs de la police en common law sont reconnus comme découlant de la nature et de l'étendue des fonctions policières, y compris le maintien de l'ordre, la prévention du crime et la protection de la vie et des biens.

Politiques, procédures, protocoles et ordonnances de la GRC

En plus du cadre juridique, la GRC est également régie par des politiques, des procédures et des protocoles contenus dans divers manuels de service. Les politiques et procédures nationales de la GRC qui régissent les programmes et les services de police de la GRC sont publiées à l'intention des membres de la police dans deux manuels nationaux : le Manuel d'administration et le Manuel des opérations. Le Manuel d'administration et le Manuel des opérations contiennent tous deux des manuels auxiliaires portant sur des sujets précis (p. ex. la gestion des biens et les opérations tactiques). Chaque manuel est organisé par partie et par chapitre. Des manuels régionaux, divisionnaires et de service et, dans certains cas, des procédures opérationnelles réglementaires du niveau du service complètent les manuels nationaux et y correspondent.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

II. Programmes, politiques et procédures d'intervention en cas d'ingérence étrangère

La PF est le principal organisme d'application de la loi du Canada pour les enquêtes liées à la sécurité nationale, à la criminalité transnationale et au crime organisé et grave, à la criminalité financière et à la cybercriminalité. Le mandat fédéral de la GRC est confié au sous-commissaire à la PF (SCPF), et il comprend des opérations nationales et internationales.

Le SCPF joue un rôle essentiel en assurant la supervision et la gestion de divers aspects du mandat de la PF. Ces responsabilités comprennent l'établissement d'orientations stratégiques et de priorités, l'attribution efficace de ressources à l'appui des initiatives, des enquêtes et des opérations, et la supervision de l'élaboration de politiques et de programmes. De plus, le SCPF est chargé de communiquer avec le public et les intervenants afin de favoriser la confiance et la transparence relativement aux activités de la PF, d'assurer la conformité aux directives ministérielles et aux politiques de la GRC, et d'assurer la coordination avec les partenaires nationaux et internationaux pour lutter contre les activités criminelles complexes et transfrontalières.

Programmes

Il y a cinq principaux secteurs de programme au sein de la PF, et chacun d'eux est dirigé par un cadre supérieur qui relève directement du SCPF. Chaque secteur de programme joue un rôle essentiel dans le cadre de la sécurité nationale pour répondre à l'ingérence étrangère.

- La **Sécurité nationale de la Police fédérale (SNPF)** a pour mandat de prévenir et de détecter les activités criminelles liées à la sécurité nationale et d'intervenir. Les enquêtes sont menées par les Équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) et les Sections de la sécurité nationale (SSN), qui sont intégrées aux divisions à l'échelle du pays. Les EISN et les SSN sont dirigées de façon centralisée par la DG, et elles mènent des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sur des activités terroristes, selon les besoins, conformément aux dispositions en matière de lutte contre le terrorisme du *Code criminel*, ainsi que sur tout événement découlant d'une menace à la sécurité du Canada, en vertu de la *Loi sur la protection de l'information*.
- Les **Services de protection de la PF** coordonnent et supervisent la prestation de services de protection aux cadres supérieurs canadiens, aux dignitaires

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

étrangers en visite et à des personnes désignées, ainsi que la sécurité de tous les événements majeurs désignés. De plus, les Services de protection fournissent des conseils, du soutien, des examens et de l'aide sur les activités de protection, y compris celles des groupes des PDM divisionnaires, du Peloton de protection du premier ministre (PPPM) et du Poloton de protection du gouverneur général (PPGG).

- Les **Opérations criminelles de la Police fédérale (OCPF)** gèrent la surveillance et la gouvernance des dossiers relatifs aux crimes graves et organisés, à la criminalité financière et à la cybercriminalité. Il est également responsable des enquêtes internationales sensibles, des opérations secrètes, de l'information opérationnelle et de la science des données, ainsi que du Programme de protection des témoins fédéral.
- Le **Renseignement national de la Police fédérale (RNPF)** est responsable de l'élaboration de renseignements nationaux opérationnels et stratégiques sur la criminalité, de la supervision des agents de liaison et des analystes déployés à l'étranger, ainsi que des opérations policières de paix internationales du Canada.
- La **Gestion stratégique de la PF (GSPF)** fournit l'engagement stratégique auprès des principaux intervenants nationaux et internationaux, et elle accroît le degré de sensibilisation aux priorités fédérales (de la GRC) en matière d'application de la loi au moyen d'initiatives de prévention et de signalement des crimes. La GSPF fournit des conseils en matière de politique de sécurité nationale à la haute direction de la GRC ainsi qu'à d'autres ministères et organismes gouvernementaux, et elle sert d'intermédiaire avec la GRC pour les organismes d'examen et de surveillance.

Rôle de la GRC dans la sécurité des élections

Dans le cadre de ses fonctions d'application de la loi, la GRC est la principale organisation responsable de prévenir, de détecter et de dissuader les menaces criminelles liées à la sécurité nationale du Canada et d'intervenir à cet égard. Il s'agit notamment d'enquêter sur les activités illégales ciblant les institutions démocratiques du Canada en vue de porter des accusations au criminel. La GRC joue un rôle important dans la protection des institutions démocratiques du Canada contre les menaces et les activités criminelles liées à l'ingérence étrangère. Cela passe nécessairement par la protection des élections.

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Le rôle de la GRC lors des élections est d'intervenir en cas d'incidents criminels et de mener des enquêtes dans le cadre de son mandat, au besoin. Les incidents qui relèvent de la *Loi électorale du Canada* sont renvoyés au commissaire aux élections fédérales (CEF) aux fins d'enquête. La GRC a pour mandat d'appuyer le CEF en lui fournissant un soutien technique et en menant des enquêtes conjointes, à sa demande, si on estime qu'un acte illégal a été commis dans le cadre d'une élection fédérale. En cas d'enquête, les enquêteurs du CEF et de la GRC évaluent conjointement les cas et recommandent des plans d'action mutuellement acceptables. La relation entre la GRC et le CEF est officialisée dans un protocole d'entente signé par le CEF et le commissaire de la GRC.

La GRC contribue également à la sécurité des élections par l'entremise de ses services de protection à l'intention des dignitaires canadiens comme la gouverneure générale du Canada, les juges de la Cour suprême du Canada, le premier ministre et d'autres ministres de la Couronne, ainsi que d'autres dignitaires.

Pendant la période électorale, les services de protection rapprochée sont étendus aux dirigeants de certains partis politiques. Afin d'assurer une protection personnelle rapprochée, la GRC travaille en étroite collaboration avec les services de police compétents pour surveiller les menaces potentielles associées aux campagnes électorales.

La GRC collabore avec les services de police compétents et les consulte sur des questions telles que la sécurité des campagnes électorales dans des contextes comme les rassemblements et les débats des chefs, et la sécurité des infrastructures essentielles nationales, y compris les installations, l'équipement et le personnel de vote d'Élections Canada.

La GRC intervient en cas d'incidents criminels et mène des enquêtes dans le cadre de son mandat et de sa compétence, au besoin, notamment pour des événements publics qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité des élections et en lien avec lesquels la sécurité du public et des agents peut être menacée.

Échange d'information sur les menaces relatives à la sécurité nationale

La GRC collabore avec d'autres organismes de sécurité et de renseignement dans le cadre d'initiatives visant à empêcher les activités secrètes, clandestines ou criminelles menées par des acteurs étrangers d'entraver les élections fédérales du Canada, notamment le Protocole public en cas d'incident électoral majeur, le Groupe de travail

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections (MSRE) et le Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7.

- **Groupe de travail sur les MSRE** : La GRC participe aux activités du Groupe de travail sur les MSRE; elle collecte, analyse et évalue des renseignements criminels à l'appui de la production de rapports sur les activités secrètes. La GRC participe également à des séances d'information liées au Groupe de travail sur les MSRE à l'intention de hauts fonctionnaires, du Groupe des cinq et des chefs de campagne des partis politiques.

Le principal objectif opérationnel de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE est de fournir une expertise en matière d'application de la loi ainsi que de collecter, d'analyser et d'évaluer des renseignements criminels afin d'appuyer le mandat du Groupe de travail sur les MSRE en matière de reddition de comptes sur les activités secrètes, clandestines ou criminelles qui entravent ou influencent les processus électoraux au Canada. La GRC participe également à des séances d'information liées au Groupe de travail sur les MSRE à l'intention de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada, du Groupe des cinq et des chefs de campagne de différents partis politiques, selon les besoins.

Dans ce domaine, la GRC a également le mandat d'appuyer le CEF au moyen de soutien technique et d'enquêtes conjointes, à sa demande, si on estime qu'un acte illégal a été commis dans le cadre d'une élection fédérale.

Lors des élections fédérales de 2019 et de 2021, le rôle de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE était de fournir une expertise en matière d'application de la loi. La GRC n'a mené aucune enquête criminelle sur les élections fédérales de 2019 ou de 2021 et n'a eu aucun contact direct avec des partis politiques ou des candidats.

- **Protocole public en cas d'incident électoral majeur (le Protocole)** : La GRC est l'un des organismes de sécurité nationale jouant un rôle dans la transmission au Groupe des cinq d'informations sur les nouveaux développements en matière de sécurité nationale et les menaces potentielles à l'intégrité de l'élection fédérale, au besoin. Le Groupe des cinq peut également recevoir des informations et des conseils de sources autres que les organismes de sécurité et de renseignement.

Aux côtés de ses partenaires du Groupe de travail sur les MSRE, la GRC participe aux activités du Protocole en fournissant de l'information et des renseignements à l'appui de la sensibilisation et de la prise de décisions. Le Protocole utilise les

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

évaluations du Groupe de travail sur les MSRE pour éclairer son processus décisionnel. Par l'entremise du Groupe de travail sur les MSRE, la GRC pourrait également enquêter sur toute activité criminelle liée à de l'ingérence ou à de l'influence dans le processus électoral du Canada, et elle travaille en partenariat avec d'autres organismes d'application de la loi, de renseignement et de réglementation pour répondre aux menaces visant les élections.

- **Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7** : La GRC participe au MRR du G7, qui est dirigé par Affaires mondiales Canada et divers comités de coordination de la sécurité des élections et coprésidé par le Bureau du Conseil privé et Élections Canada.

Rôle de la GRC lors des 43^e et 44^e élections générales

À l'occasion des 43^e et 44^e élections générales fédérales, la GRC a fourni au gouvernement son expertise en matière d'application de la loi, des rapports en matière de criminalité et des évaluations sur l'ingérence étrangère, ce qui inclut les menaces visant les élections fédérales. Au moment de ces élections, la GRC n'a mené aucune enquête criminelle liée à l'ingérence étrangère dans l'une ou l'autre de ces élections. Au cours des deux périodes électorales, la GRC n'a eu aucun contact direct avec des partis politiques ou des candidats hors de ses fonctions normales de police de protection.

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

III. Police fédérale de la GRC — Liste organisationnelle des cadres supérieurs occupant des postes liés à l'ingérence étrangère, du 1^{er} janvier 2019 à aujourd'hui

Titre	Nom de l'employé	Durée des fonctions <small>*Dates approximatives fournies</small>	Rapport hiérarchique
COMMISSAIRE(S)			
Commissaire, GRC	Michael Duheme	Mars 2023 - aujourd'hui	
Commissaire, GRC	Brenda Lucki	Avril 2018 - mars 2023	
Description des fonctions			
<p>Relevant du ministre, le commissaire a pleine autorité sur la Gendarmerie royale du Canada (la GRC ou la Gendarmerie) et sur tout ce qui s'y rapporte. Le commissaire reçoit des questions du Cabinet fédéral, de la Chambre des communes et du Sénat, d'autres ministères fédéraux et d'autorités provinciales concernant des plaintes ainsi que l'administration et le fonctionnement de la Gendarmerie, et il y répond. De plus, il approuve les rapports annuels sur les activités de la Gendarmerie avant leur envoi au ministre; il supervise les ententes avec les provinces et les territoires pour les services de police; il approuve les procédures opérationnelles de la Gendarmerie; il administre le budget, les transferts, les achats, etc. par l'intermédiaire de ses subordonnés; il détermine l'effectif dont la Gendarmerie a besoin et transmet le budget au Conseil du Trésor pour approbation; il attribue la responsabilité des objectifs et des activités des programmes et évalue les progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs; il recommande de nouveaux outils réglementaires au solliciteur général et, à l'occasion, au ministère de la Justice; et il conseille le ministre et, de temps à autre, le Cabinet sur toutes les questions relatives à la Gendarmerie.</p>			
SOUS-COMMISSAIRE(S)			
Sous-commissaire, Police fédérale	Mark Flynn	Avril 2023 - aujourd'hui	Relève du commissaire
Sous-commissaire, Police fédérale	Michaël Duheme	Juin 2019 - mars 2023	
Sous-commissaire par intérim, Police fédérale		Avril 2019 - mai 2019	
Sous-commissaire, Police fédérale	Gilles Michaud	Janvier 2019 - avril 2019	
Description des fonctions			

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Titre	Nom de l'employé	Durée des fonctions <small>*Dates approximatives fournies</small>	Rapport hiérarchique
Le sous-commissaire, Police fédérale, est responsable de la surveillance et de la direction d'un programme national de services de police efficace, responsable et complet, de la conceptualisation et de l'orientation stratégique générale à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la gestion, en passant par la surveillance et la production de rapports transparents. Il s'agit du représentant principal de la GRC auprès des organismes nationaux et internationaux d'application de la loi.			
SÉCURITÉ NATIONALE ET POLICE DE PROTECTION DE LA POLICE FÉDÉRALE			
Commissaire adjoint ou directeur exécutif (<i>fonctionnaire équivalent</i>), Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale			
Commissaire adjointe, Sécurité nationale de la Police fédérale	Brigitte Gauvin	Avril 2023 - aujourd'hui	Relève du sous-commissaire, Police fédérale
Commissaire adjoint, Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale	Mark Flynn	Décembre 2020 - avril 2023	
Commissaire adjoint par intérim, Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale	Richard Emery, surintendant principal	Juillet 2020 - janvier 2021	
Directrice exécutive, Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale	Alison Whelan	Janvier 2018 - juin 2020	
Description des fonctions Le commissaire adjoint, Sécurité nationale de la Police fédérale est responsable de la surveillance et de l'orientation stratégique des activités de sécurité nationale et de la Police de protection de la Police fédérale offertes par la GRC dans l'ensemble du Canada et de l'élaboration de stratégies, de programmes et d'opérations visant à prévenir et à atténuer la criminalité, à appréhender les criminels et à fournir les services de pelotons de protection dans les domaines de compétence de la GRC. Le titulaire du poste doit fixer l'ordre de priorité des enquêtes criminelles de la Police fédérale. Le commissaire adjoint ou le directeur exécutif est également responsable de l'approbation des plans opérationnels d'infiltration majeurs liés à la sécurité nationale, des demandes relatives aux secteurs sensibles et des autorisations en vertu du paragraphe 25(1) du Code criminel.			

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Directeur général, Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale			
Directeur général, Sécurité nationale de la Police fédérale	Denis Beaudoin, surintendant principal	Janvier 2024 - aujourd'hui	Relève du commissaire adjoint ou du directeur exécutif (fonctionnaire équivalent), Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale
Directeur général, Sécurité nationale de la Police fédérale	Chris Leather, surintendant principal	Mars 2023 - aujourd'hui	
Directeur général, Sécurité nationale de la Police fédérale	Susan Efford, surintendante principale	Mars 2021 - mars 2023	
Directeur général, Sécurité nationale de la Police fédérale	Richard Emery, surintendant principal	Décembre 2018 - mars 2021 * <i>Tout au long de cette période, Richard Emery a également été commissaire adjoint par intérim, Sécurité nationale et Police de protection de la Police fédérale, comme indiqué ci-dessus.</i>	
Description des fonctions			
<p>Le directeur général, Sécurité nationale de la Police fédérale, est chargé de fournir une orientation de haut niveau pour l'établissement d'un programme national de surveillance et d'une structure de gouvernance en ce qui a trait à la gestion de tous les grands dossiers prioritaires portant sur la sécurité nationale; de fournir, à l'échelle nationale, des orientations, des directives, des attributions de tâches et des approbations aux officiers responsables des Enquêtes criminelles (OREC) divisionnaires sur les activités à haut risque et d'exercer une autorité et un contrôle directs à l'égard d'événements particuliers; d'exercer un leadership pour l'établissement d'un programme national de surveillance et d'examen de tous les dossiers prioritaires des opérations divisionnaires, pour l'approbation des plans opérationnels et pour la liaison continue avec les divisions dans le cadre des enquêtes opérationnelles relatives à la sécurité nationale; d'établir une capacité d'analyse pour la PF sur les opérations de sécurité nationale pour fournir un éclairage national sur des tendances, des cibles et des organisations liées à l'extrémisme criminel et au terrorisme, et pour superviser la production de renseignements, de profils de cibles et d'autres informations qui apportent une valeur ajoutée aux divisions aux fins de leurs opérations; de diriger un programme national de renseignement sur les menaces physiques et cybernétiques contre les infrastructures essentielles nationales et d'établir des partenariats avec le secteur privé et des organismes d'application de la loi pour la collecte de renseignements sur les incidents et les menaces, tout en donnant accès à des produits d'information ou en les diffusant à l'appui des enquêtes; de piloter la collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux</p>			

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

en ce qui concerne les stratégies et les approches de coopération dans le cadre d'opérations et d'enquêtes liées à la sécurité nationale; de mettre en place des protocoles nationaux relatifs aux interactions divisionnaires et à l'échange d'informations avec les partenaires internationaux; ainsi que de fournir des conseils d'expert et des orientations à la haute direction de la PF et au commissaire relativement à des dossiers de sécurité nationale très médiatisés.

RENSEIGNEMENTS ET POLICE INTERNATIONALE DE LA POLICE FÉDÉRALE

Commissaire adjoint ou directeur exécutif (*fonctionnaire équivalent*), Renseignements et Police internationale de la Police fédérale

Directrice exécutive, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale	Adriana Poloz	Novembre 2021 - aujourd'hui	Relève du sous-commissaire, Police fédérale
Directeur exécutif par intérim, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale	Daniel Anson	Mai 2021 - novembre 2021	
Commissaire adjoint, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale	Glenn Martindale	Juillet 2020 - juin 2021	
Commissaire adjointe, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale	Paula Dionne	Mai 2017 - décembre 2020	

Description des fonctions

Le commissaire adjoint/directeur exécutif, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale est responsable, en tant que membre de l'équipe de gestion supérieure, de superviser et de diriger l'élaboration, la prestation et la surveillance du programme de renseignement national et du programme de police internationale. Cela se fait en consultation avec d'autres cadres supérieurs du programme de la PF, dans le but de respecter le mandat de la PF.

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Directeur général, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale			
Directeur général, Centre de coordination des opérations de la GRC	Kevin Leahy, surintendant principal	Octobre 2022 - aujourd'hui	Relève du commissaire adjoint ou du directeur exécutif (fonctionnaire équivalent), Renseignements et Police internationale de la Police fédérale
Directeur général, Services spéciaux internationaux	Liam Price	Juillet 2021 - aujourd'hui	
Directeur général, Renseignement national de la Police fédérale	Mario Panizzon	Juin 2023 - aujourd'hui	
Directeur général par intérim, Renseignement stratégique de la Police fédérale	Gregory O'Hayon <i>*Représentant de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE</i>	Février 2023 - aujourd'hui	
Directrice générale par intérim, Analyse de renseignements stratégiques	Lisa Ducharme <i>*Représentante de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE</i>	Mars 2022 - février 2023	
Directeur général, Renseignement national	Daniel Anson <i>*Représentant de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE</i>	Mars 2020 - novembre 2021 <i>*Tout au long de cette période, Daniel était également directeur exécutif par intérim, Renseignements et Police internationale de la Police fédérale, comme indiqué ci-dessus.</i>	
Directeur général par intérim, Renseignement national	Eric Gordon <i>*Représentant de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE</i>	Septembre 2019 - printemps 2020	

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Directeur général, Centre national de coordination du renseignement	Cameron Ortis <i>*Représentant de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE</i>	Mars 2016 – septembre 2019	
<p>Description des fonctions</p> <p>Directeur général du Centre de coordination des opérations de la GRC — Le directeur général du Centre de coordination des opérations de la GRC (CCOG) est responsable de l'échange et de la coordination au moment opportun de l'information en réponse aux événements, et il doit répondre aux attentes de la population canadienne, des clients et des partenaires. La coordination des communications, tant à l'interne qu'à l'externe, est essentielle pour assurer une prise de décision efficace et éclairée. Le directeur général s'efforce de promouvoir la connectivité entre les divisions et avec les clients et les partenaires afin de s'assurer que la GRC est bien placée pour intervenir.</p> <p>Le directeur général doit agir en tant que champion de la préparation opérationnelle, de la coordination et de l'intervention dans l'ensemble de l'organisation. Le directeur général doit exposer et combler les lacunes et les vulnérabilités connexes, et répondre aux attentes des clients et des partenaires de la GRC, au Canada et à l'étranger. En plus d'évaluer les capacités actuelles et futures, le directeur général formule des recommandations et propose des moyens de les mettre en œuvre qui permettront à la GRC d'obtenir du succès opérationnel lorsqu'elle intervient en lien avec des incidents ayant des répercussions nationales, présentant un intérêt politique élevé ou nécessitant une coordination avec des partenaires nationaux et internationaux. L'objectif du directeur général est de diriger, dans l'ensemble des organisations, des stratégies qui visent à atténuer les risques pour les Canadiens et la GRC sur des questions précises.</p> <p>Directeur général, Services spéciaux internationaux : Le directeur général, Services spéciaux fédéraux et internationaux est chargé d'offrir direction de haut niveau et leadership pour l'élaboration des cadres stratégiques et opérationnels qui régissent la prestation et la coordination nationales des services de police spécialisés pour la GRC, y compris ses partenaires nationaux et internationaux; d'offrir direction de haut niveau et leadership pour l'établissement de stratégies, de plans et de programmes qui respectent les engagements de la GRC et du gouvernement du Canada en matière de collaboration mondiale pour le maintien de la paix et le maintien de l'ordre par l'entremise d'avenues comme le programme de développement policier international (DPI), des agents de liaison et les programmes d'INTERPOL; d'offrir des services de gestion et de surveillance de l'élaboration et de l'établissement de stratégies, de politiques, de processus et de mécanismes de formation qui assurent une planification et une coordination efficaces de la prestation des services de DPI et d'agent de liaison à l'appui de la GRC et d'autres services de police canadiens et étrangers, tout en veillant à ce que les services soient harmonisés avec les priorités stratégiques de la GRC et du gouvernement du Canada; de fournir orientation et leadership à l'échelle de l'organisation pour l'établissement d'une stratégie</p>			

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

nationale de la GRC pour le renforcement des capacités au sein de la GRC et des organisations policières partenaires afin d'appuyer une approche proactive et tournée vers l'avenir pour respecter les obligations policières fédérales et internationales tout en assurant une approche stratégique de la gestion des ressources affectées et de la définition des priorités stratégiques; de fournir une orientation de haut niveau pour la conception de cadres stratégiques et opérationnels pour les centres de coordination fédéraux qui permettent une approche intégrée de la gestion des politiques et des programmes pour tous les domaines d'expertise de la police fédérale, y compris la gestion des stratégies policières conjointes avec les États-Unis (p. ex. programme Shiprider, etc.); de fournir des services de gestion et de surveillance pour les politiques nationales et la prestation des programmes nationaux relativement à tous les aspects des opérations secrètes; de représenter le secteur et la GRC auprès d'un large éventail de partenaires et d'intervenants nationaux et internationaux afin de solliciter et de négocier la participation et l'engagement à l'égard d'aspects précis des stratégies et des objectifs des services de la Police fédérale.

Directeur général, Renseignement stratégique de la Police fédérale : Le directeur général, Renseignement stratégique de la Police fédérale est responsable de l'élaboration des cadres stratégiques et opérationnels qui permettent l'établissement et le maintien de relations coopératives axées sur les opérations avec le milieu canadien de la sécurité et du renseignement ainsi qu'avec les organismes partenaires alliés sur les menaces à la sécurité nationale découlant du terrorisme, de la criminalité transnationale, de la cybercriminalité et d'autres menaces imminentes majeures; du positionnement des Services spéciaux de la Police fédérale (SSPF) afin d'accroître leur visibilité, leur portée et leur leadership auprès des organismes partenaires nationaux et alliés; de la formulation de conseils au commissaire adjoint, SSFP et au sous-commissaire à la Police fédérale sur les possibilités en matière de renseignement de sécurité, l'atténuation des risques et la détermination des possibilités d'enquête; de la préparation de rapports sur les progrès réalisés dans le cadre des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement; de la représentation du commissaire adjoint devant diverses tribunes nationales et internationales; de la direction de l'élaboration de politiques intégrées et de cadres de planification stratégique et opérationnelle, de gestion du rendement et de responsabilisation à l'appui des priorités de la GRC; ainsi que de la gestion financière globale, la gestion des ressources humaines et la planification de la recherche opérationnelle (RO) et la gestion globale de la direction de la RO.

La description des fonctions du directeur général du Centre national de coordination du renseignement (CNCR) peut être utilisée pour tous les postes de direction générale ci-dessous. Il s'agit essentiellement du même poste auquel on a attribué des noms différents.

Directeur général, Centre national de coordination du renseignement (CNRC) : Le directeur général du Centre national de coordination du renseignement (CNRC) est chargé de fournir orientation de haut niveau et leadership pour l'élaboration du cadre relatif à un programme national de renseignement opérationnel; de superviser et gérer la coordination et l'intégration nationales du

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

renseignement national et international et leur harmonisation avec les activités de la PF; de superviser la gestion et l'analyse des renseignements sur la sécurité nationale, le crime grave et organisé et la criminalité financière en vue de découvrir les menaces émergentes et de fixer des priorités potentielles en matière de renseignement et des possibilités opérationnelles; de positionner le CNRC en tant qu'intermédiaire en matière de renseignement national au sein de la PF afin d'appuyer les divisions relativement à leurs besoins en matière de renseignement et d'opérations; de superviser et d'orienter la conception et l'élaboration de normes, de politiques, d'outils et de pratiques exemplaires nationaux liés à la fonction de renseignement, ainsi que d'un programme national de formation en matière de renseignement, afin de promouvoir l'excellence et un professionnalisme accru en matière de renseignement; d'orienter l'élaboration et la gestion d'un plan de travail national englobant tous les projets de renseignement et de superviser l'offre de services et de lignes directrices aux divisions de la GRC en ce qui concerne les produits de renseignement disponibles; de fournir des orientations de gestion et de superviser les cadres stratégiques et opérationnels qui régissent la prestation du programme Investissements pour combattre l'utilisation des armes à feu à des fins criminelles (ICUAFFC) et ses ressources, ainsi que la liaison et la collaboration avec les divisions de la GRC, les partenaires provinciaux d'application de la loi et d'autres intervenants; ainsi que de représenter les SSPF et la GRC lors de réunions de haut niveau auxquelles participent d'autres partenaires nationaux et internationaux en ce qui concerne les approches et les enjeux liés au renseignement opérationnel.

(Description applicable au directeur général, Renseignement national de la Police fédérale et au directeur général, Renseignement national.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

IV. Tous les moyens et canaux de la GRC par lesquels les renseignements préparés par les organismes de renseignement au sujet d'une possible ingérence étrangère sont fournis au sous-ministre, au cabinet du ministre et au ministre

Dans l'ensemble, la GRC maintient des voies de communication ouvertes avec diverses entités gouvernementales afin d'assurer la transparence, la reddition de comptes et une collaboration efficace pour les questions liées à l'application de la loi, à la sécurité nationale et à la sécurité publique. Les mécanismes et les canaux de signalement varient selon la nature de l'enjeu et les priorités du gouvernement du Canada.

Divulgateion d'information au sous-ministre, au cabinet du ministre et au ministre

Les principaux clients des produits de la GRC qui contiennent des renseignements provenant d'organismes de renseignement sont les cadres supérieurs internes de la PF. S'il y a lieu, d'autres versions des produits seront préparées pour d'autres secteurs de la GRC, des partenaires du gouvernement du Canada et le Groupe des cinq. Avant de prendre la décision d'une diffusion élargie, il faut consulter l'auteur principal et obtenir le consentement de tout tiers, puis recevoir une approbation au niveau approprié de la direction de la GRC.

La GRC dispose, au sein de la PF, de groupes qui consultent toutes les sources de renseignements disponibles pour produire des évaluations du renseignement et des produits de renseignements. Ces produits de renseignements issus de sources variées sont destinés à informer la haute direction afin de les sensibiliser et de les aider à prendre des décisions.

La distribution d'un produit de la GRC, que ce soit à des intervenants internes ou externes, est principalement déterminée par le matériel source :

- Pour les produits PROTÉGÉ B, des courriels chiffrés et une liste de distribution sont utilisés.
- Les produits SECRET et TRÈS SECRET, sont transmis à l'interne par l'intermédiaire de l'environnement classifié de la GRC ou du Réseau canadien Très secret (RCTS), selon le cas, et ils sont envoyés aux intervenants externes par l'entremise du RCTS.
- Les produits assortis d'une classification de sécurité supérieure sont distribués à l'aide du RCTS, que ce soit à l'interne ou avec des parties prenantes externes.

Royal Canadian Mounted Police**Gendarmerie royale du Canada**

À l'heure actuelle, la GRC s'appuie sur des listes de distribution et sur les systèmes appropriés pour transmettre des renseignements aux ministres concernés.

- La GRC fournit des rapports, des mises à jour et des séances d'information aux ministères concernés, aux organismes centraux et aux ministres, selon les cas. Ces rapports peuvent couvrir un large éventail de sujets, y compris les activités d'application de la loi, les menaces à la sécurité nationale, les tendances en matière de criminalité et les mises à jour opérationnelles.
- Dans les cas où il s'agit de renseignements sensibles ou classifiés, la GRC peut fournir des séances d'information confidentielles à des représentants clés du gouvernement, à des ministres ou à des sous-ministres. Ces séances d'information permettent de s'assurer que les décideurs sont bien informés sur les questions cruciales de sécurité et d'application de la loi.
- La GRC peut soumettre des rapports écrits, des notes de service ou des recommandations aux ministères et aux ministres afin de documenter des questions importantes, des propositions de politiques ou des besoins opérationnels.
- Des représentants de la GRC participent régulièrement à des réunions, à des consultations et à des groupes de travail avec des représentants du gouvernement et des décideurs afin de discuter de sujets précis ou de collaborer dans le cadre d'initiatives liées à la sécurité publique, à la sécurité et à l'application de la loi.
- La GRC travaille en étroite collaboration avec d'autres organismes et ministères gouvernementaux, chacun s'appuyant sur son mandat et les outils dont dispose le gouvernement du Canada pour coordonner les efforts et s'attaquer à des problèmes complexes qui nécessitent l'intervention de plusieurs organisations. Une telle approche coordonnée est essentielle pour relever efficacement les divers défis liés à l'application de la loi, à la sécurité publique et à la sécurité nationale. Par exemple :
 - La GRC travaille de concert avec ses partenaires en matière de sécurité et de renseignement afin de cerner et de contrer les menaces à la sécurité nationale, comme l'ingérence étrangère possible.
 - La GRC entretient des relations avec des organismes internationaux d'application de la loi et des partenaires du Groupe des cinq, et elle

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

collabore sur des questions transnationales. Une communication et une mise en commun de l'information efficaces ont été essentielles pour assurer une réponse exhaustive à des enjeux complexes.

- La GRC peut également être appelée à témoigner devant des comités parlementaires afin de fournir des renseignements et de répondre à des questions liées à ses activités et à ses responsabilités. Les audiences de ces comités peuvent porter sur un large éventail de sujets, comme les pratiques d'application de la loi, la sécurité nationale et la mise en œuvre de politiques. Au cours des audiences, les députés ont l'occasion de poser des questions, de demander des éclaircissements et de recueillir de l'information sur les activités de la GRC et sur la façon dont elles s'harmonisent avec les politiques et les pratiques gouvernementales. La participation de la GRC aux audiences de comités parlementaires est un aspect important de la gouvernance démocratique, car elle permet à l'organisation de rendre des comptes aux élus et aux Canadiens.

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

V. Tous les moyens et canaux par lesquels la GRC fournit au BCP et au CPM des renseignements sur une possible ingérence étrangère

Pour fournir des renseignements pertinents au Bureau du Conseil privé (BCP) et au cabinet du premier ministre (CPM), la GRC utilise les mêmes moyens et canaux que pour transmettre des renseignements aux ministres.

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

VI et VII. Séances d'information orales et écrites de la GRC sur les parties A et B des mandats de l'enquête publique sur l'ingérence étrangère, y compris les cas où la GRC a fourni des conseils et/ou des recommandations à un ministre ou à son cabinet

Type de réunion	Date de la réunion	Représentant de la GRC	En réponse à	Titre du document	Code du document
Réunion du sous-ministre sur le protocole électoral	21 février 2019	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister on the Election Protocol	CAN000684
Protocole public en cas d'incident électoral majeur	20 juin 2019	Non précisé	Groupe lié au Protocole public en cas d'incident électoral majeur	Deputy Minister on the Election Protocol	CAN018026
S.O. – Évaluation produite à l'intention de la direction de la GRC et d'intervenants externes	21 juin 2019	Non précisé	Produit à la demande d'Élections Canada	National Critical Infrastructure Assessment Threats to Election 2019 Nationale des Infrastructures Essentielles Menaces visant les Élections de 2019	CAN014957 CAN019475
Réunion du sous-ministre sur le protocole électoral	25 juillet 2019	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Election Protocol Panel Meeting	CAN000779
Réunion du sous-ministre sur le protocole électoral	30 septembre 2019	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Election Protocol Panel Meeting	CAN008404

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024



Royal Canadian Mounted Police

Gendarmerie royale du Canada

Type de réunion	Date de la réunion	Représentant de la GRC	En réponse à	Titre du document	Code du document
Réunion du sous-ministre sur la sécurité des élections	27 novembre 2019	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Meeting: Election Security	CAN000868
Réunion du Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale	20 janvier 2021	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister's National Security Committee Meeting: Retreat	CAN000146
Réunion du Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale	7 juillet 2021	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Ministers' National Security Committee Meeting Retreat: Scenario Note July 7, 2021	CAN019428
Réunion du Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale	28 février 2022	Non précisé	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister' National Security Committee Meeting - February 28 2022	CAN000158
Séance d'information du chef de cabinet du ministre	10 mai 2022	Sécurité nationale de la Police fédérale, Renseignement national de la Police fédérale	Conseil/ recommandation au cabinet d'un ministre	Minister's Chief of Staff Briefing	CAN019491

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Type de réunion	Date de la réunion	Représentant de la GRC	En réponse à	Titre du document	Code du document
S.O. - Réponse par courriel de la GRC au Bureau du Conseil privé à l'intention du Conseiller à la sécurité nationale et au renseignement (CSNR)	29 novembre 2022	Non spécifié	Séance d'information à l'intention du CSNR	Response to Request for GE 2019 information	CAN019492
Séance d'information ministérielle sur la sécurité nationale	1 ^{er} décembre 2022	Commissaire et Sean McGillis, directeur exécutif	Conseil/ recommandation au ministre	Public Safety Canada Weekly Ministerial Briefing National Security	CAN019487
Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère	24 février 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Committee on Foreign Interference Scenario Note February 24, 2023	CAN019419
Réunion du sous-ministre	24 février 2023	Commissaire Brenda Lucki	Séance d'information à l'intention du sous-ministre – Discussions sur l'élection de 2021	Upcoming Meeting with the Deputy Minister	CAN019418
Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère	14 mars 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Committee on Foreign Interference Scenario Note March 14, 2023	CAN019420

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

S.O. – Documents écrits	27 mars 2023	Non spécifié	Le BCP a préparé une liste de toutes les séances d'information officielles à l'intention du premier ministre et des ministres concernés au sujet de l'ingérence étrangère dans les élections depuis 2021	Briefings on Foreign Elections Interference March 27, 2023	CAN019489
Séance d'information ministérielle – Rapporteur spécial indépendant	5 avril 2023	Non spécifié	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Weekly Ministerial Briefing – Independent Special Rapporteur Scenario Note April 5, 2023	CAN019421
Séance d'information ministérielle	20 avril 2023	Commissaire adjoint Bryan Larkin	Avis/recommandation au ministre pour discussion sur l'ingérence dans les élections et la sécurité des élections	Ministerial Briefing – A/Commissioner Larkin	CAN0008045
Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère	26 avril 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Weekly Deputy Minister Meeting on Foreign Interference Scenario Note April 26, 2023	CAN019422_R1
Réunion du sous-ministre sur l'ingérence étrangère	26 avril 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Committee on Foreign Interference Scenario Note April 26, 2023	CAN019423_R1
Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère	4 mai 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Weekly Ministerial Briefing – Independent Special Rapporteur	CAN008066

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024



Royal Canadian Mounted Police

Gendarmerie royale du Canada

Réunion du sous-ministre présidée par le Conseiller à la sécurité nationale et au renseignement	6 mai 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre et du CSNR – séance d'information opérationnelle	Foreign Actor Interference Briefing to Deputy Minister Stewart and National Security & Intelligence Advisor on May 6, 2022	CAN019429
Réunion du sous-ministre présidée par le Conseiller à la sécurité nationale et au renseignement	8 juin 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre / séance d'information à l'intention du Conseiller à la sécurité nationale et au renseignement	SITE Updates	CAN019424
Réunion du sous-ministre sur l'ingérence étrangère	13 juin 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister Meeting on Foreign Interference Scenario Note June 13, 2023	CAN019430
Réunion du sous-ministre sur l'ingérence étrangère	27 juin 2023	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séances d'information à l'intention des sous-ministres	Weekly Deputy Minister Meeting on Foreign Interference Scenario Note June 27, 2023	CAN019425
Comité des sous-ministres sur la Chine	29 août 2023	Non spécifié	Séance d'information à l'intention du sous-ministre	Deputy Minister China Committee Scenario Note August 29, 2023	CAN019431
Réunion du sous-ministre	Dates variées (une fois par semaine)	Sous-commissaire à la Police fédérale Mark Flynn	Séances d'information à l'intention des sous-ministres	Foreign Interference Related Meetings List	CAN019402

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Séance d'information sur la sécurité publique	Inconnue	Non spécifié	Séance d'information non classifiée de Sécurité publique à l'intention de tous les parlementaires et de leur personnel.	Key Messages Presentation – Foreign Interference Deck to Parliamentarians PS CSIS FULL Consolidated TPs)	CAN019474
S.O. – Documents écrits	S.O.	Non spécifié	Liste chronologique des engagements des membres du Groupe de travail sur les MSRE et du BCP avec le groupe et les partis politiques	Chronology All Engagements – January 1 st , 2021 to December 31 st , 2021	CAN007075

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

VIII. Description de l'architecture interministérielle de gouvernance en matière de sécurité nationale et de renseignement, y compris les comités du niveau des sous-ministres, des sous-ministres adjoints et des directeurs généraux (p. ex. Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale).

Le commissaire de la GRC est nommé par le gouverneur en conseil sur recommandation du premier ministre. Le commissaire, qui relève du ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales, a pleine autorité sur la GRC et sur tout ce qui s'y rapporte.

Compte tenu de son mandat en matière de sécurité nationale, la GRC est un partenaire important dans la lutte contre la menace de l'ingérence étrangère et, par conséquent, elle participe régulièrement aux séances d'information et aux réunions sur la sécurité et le renseignement de comités du niveau des sous-ministres, des sous-ministres adjoints et des directeurs généraux, selon les besoins.

Voici une liste des comités et des réunions auxquels la GRC participe afin de collaborer et de mettre en commun de l'information au sein de la structure de gouvernance interministérielle en matière de sécurité nationale et de renseignement (la liste est exhaustive) :

- Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (PROC)
- Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR)
- Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère
- Réunion du Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale
- Réunion du sous-ministre sur le protocole électoral
- Réunion du sous-ministre sur la sécurité des élections
- Protocole public en cas d'incident électoral majeur
- Comité de coordination des sous-ministres sur la sécurité des élections
- Comité de coordination des sous-ministres adjoints sur la sécurité des élections
- Comité de coordination des directeurs généraux sur la sécurité des élections
- Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections (MSRE)

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

Structure interne de la GRC

Au sein de la GRC, le commissaire est responsable de l'autorité et de la prise de décisions pour l'organisation. Le commissaire est appuyé par l'État-major supérieur (EMS), qui est l'organe directeur supérieur qui offre des conseils et des orientations et discute des questions relatives à la prise de décisions. L'EMS est composé du commissaire, du dirigeant principal de l'Administration, des sous-commissaires de chacun des secteurs d'activité de la GRC, des sous-commissaires qui sont les commandants divisionnaires de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, du dirigeant principal des Finances, du dirigeant principal des Politiques stratégiques et des Relations extérieures ainsi que du dirigeant principal des Ressources humaines.

En plus de l'EMS, l'Équipe de gestion supérieure (EGS) a été mise sur pied pour soutenir l'élaboration des priorités stratégiques de l'organisation. L'EGS est composée du commissaire, des membres de la EMS, des commandants divisionnaires de chaque division et d'autres cadres supérieurs de la DG.

L'orientation générale, les priorités et le plan stratégique de l'organisation dans son ensemble relèvent de la DG de la GRC. Les programmes nationaux de la DG sont dirigés par neuf secteurs de programme basés à Ottawa, en Ontario, chacun dirigé par un sous-commissaire et/ou des civils et fonctionnaires équivalents, notamment :

1. PF
2. SPCA
3. SPS
4. Gestion générale et contrôle
5. Ressources humaines
6. Vérification interne et évaluation
7. Services juridiques
8. Secteur de la responsabilité professionnelle
9. Politique stratégique et Relations extérieures

Les divisions provinciales et territoriales offrent des programmes nationaux dans leurs zones géographiques de responsabilité. Il y a 13 divisions, chacune sous la direction d'un commandant divisionnaire ou d'un directeur général :

- **Division B** Terre-Neuve-et-Labrador
- **Division C** Québec
- **Division D** Manitoba
- **Division E** Colombie-Britannique
- **Division F** Saskatchewan

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

- **Division G** Territoires du Nord-Ouest
- **Division H** Nouvelle-Écosse
- **Division J** Nouveau-Brunswick
- **Division K** Alberta
- **Division L** Île-du-Prince-Édouard
- **Division M** Yukon
- **Division O** Ontario
- **V Division** Nunavut

** La Division nationale à Ottawa était opérationnelle pendant la période visée par la présente enquête, et a depuis été fusionnée avec la Division O.*

La GRC est l'organisme d'application de la loi du milieu canadien de la sécurité et du renseignement. En plus d'être responsable de l'application de la loi et des enquêtes criminelles, la GRC collabore avec d'autres ministères et le portefeuille de la Sécurité publique pour contrer l'ingérence étrangère en fournissant des points de vue d'application de la loi sur des questions stratégiques, en participant à des comités de haute direction, en fournissant des renseignements lorsque c'est pertinent, en participant à des groupes de travail sur la sécurité nationale et en entreprenant des activités de sensibilisation et de mobilisation.

Plusieurs secteurs de programme de la GRC contribuent à la lutte contre l'ingérence étrangère :

- La **Sécurité nationale de la Police fédérale (SNPF)** dispose d'une équipe multidisciplinaire qui se consacre à la lutte contre l'ingérence étrangère et à la détection de la criminalité :
 - L'Équipe d'ingérence d'acteurs étrangers (EIAE) est chargée de diriger la campagne opérationnelle nationale et joue un rôle central dans les efforts et les initiatives d'établissement des priorités, de planification et de coordination qui amélioreront la réponse opérationnelle à l'ingérence d'acteurs étrangers. L'EIAE fournit des services d'examen et de coordination ainsi que des conseils sur les questions de sécurité nationale liées aux activités illégales menées sous la direction ou au profit d'un État, d'une entité et/ou d'une puissance étrangères. Il s'agit notamment d'assurer la gouvernance de toutes les enquêtes sur l'ingérence d'acteurs étrangers menées par les EISN et les SSN dans l'ensemble du Canada.
 - L'Analyse opérationnelle de la sécurité nationale est une section d'analyse du renseignement opérationnel de toutes sources. Elle combine le

NON CLASSIFIÉ

22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

renseignement et les dossiers d'enquête pour fournir une image plus complète des menaces à la sécurité nationale, y compris l'ingérence d'acteurs étrangers. De plus, elle recense les liens entre pays, les modes opératoires, les tendances et les modèles dans le but de fournir une orientation opérationnelle et stratégique à la haute direction de la GRC pour la prise de décisions.

- L'Équipe nationale sur les infrastructures essentielles (ENIE) recueille des renseignements et évalue les menaces physiques et découlant de la cybercriminalité qui pèsent sur les infrastructures essentielles (IC), à l'appui des mandats de protection des IC de la GRC et du gouvernement du Canada, ce qui inclut les menaces liées à l'ingérence d'acteurs étrangers.
- Le **Renseignement national de la Police fédérale (RNPF)** crée des produits de renseignement stratégique qui informent la haute direction et les partenaires du gouvernement du Canada des activités concernant des menaces liées à l'ingérence d'acteurs étrangers. Le RNPF est également le représentant de la GRC au sein du Groupe de travail sur les MSRE et pour ce qui est de l'examen des investissements étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale en vertu de la *Loi sur Investissement Canada* par l'intermédiaire du Groupe de l'intégrité économique (GIE).
- La **Gestion stratégique de la Police fédérale (GSFP)** fournit des conseils et des orientations stratégiques en matière de sécurité nationale, ce qui inclut l'ingérence étrangère, à la haute direction de la GRC ainsi qu'à d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

IX. Liste de tous les produits de renseignement de la GRC liés à la menace ou à l'incidence de l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada, depuis septembre 2018.

N°	TITRE DU PRODUIT DE RENSEIGNEMENT DE LA GRC	Code du document
1	SITE – Election Process Best Practices Presidential Election	CAN019488
2	Strategic Intelligence Brief Security Threats to Canada's 44th Elections – Update #6	CAN019478
3	Strategic Intelligence Brief Security Threats to Canada's 44 th Elections – Update #7	CAN019479
4	Security Threats to Canada's 44th Elections - Update	CAN006703
5	Strategic Intelligence Brief - Security Threats to Canada's 44th Elections - Update	CAN006616
6	Strategic Intelligence Brief - Security Threats to Canada's 44th Elections - Update #4	CAN006630
7	Strategic Intelligence Brief - Security Threats to Canada's 44th Elections - Update #5	CAN006649
8	Strategic Intelligence Brief - Security Threats to Canada's 44th Elections	CAN006503
9	National Critical Infrastructure Assessment Threats to Election 2019	CAN019476
10	Foreign Interference: The Fundamentals	CAN006276
11	2019 Federal Election JIG Daily Executive Briefing	CAN006238
12	Combating Fake News and State Actors February 2019	CAN019490
13	Évaluation Nationale des Infrastructures Essentielles Menaces Visant les Élections de 2019	CAN019477

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

N°	TITRE DU PRODUIT DE RENSEIGNEMENT DE LA GRC	Code du document
14	Protective Intelligence Unit Security Overview – 2019-10-03	CAN006250
15	2019 Federal Election JIG Executive Briefing	CAN006240
16	Strategic Intelligence Assessment - 2022-02-03	CAN019480
17	Strategic Intelligence Assessment – 2022-02-03	CAN019483
18	Strategic Intelligence Brief - 2022-02-21	CAN019482
19	Strategic Intelligence Assessment - 2022-02-18	CAN019481
20	Strategic Intelligence Brief - Security Threats to Canada's 44th Elections - Update	CAN006528
21	National Intelligence - Strategic Analysis - 2021-02-08	CAN018114
22	National Intelligence – Strategic Analysis - 2021-01-22	CAN018037
23	FPNI SIA 2022-04-25	CAN018019
24	FPNI SIA 2022-07-28	CAN018043
25	National Intelligence - Strategic Analysis - 2021-02-08	CAN018115
26	Deputy Minister Briefing - 2022-04-28	CAN018046
27	Interim Report - 2021-06-16	CAN018040
28	Brief - 2022-04-25	CAN018020
29	Briefing - 2022-05-05	CAN018039

NON CLASSIFIÉ
22 mars 2024

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

X. Liste de toutes les mesures de réduction de la menace liées à l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada qui ont été prises par la GRC depuis septembre 2018

La GRC n'a pris aucune mesure de réduction de la menace liée à l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada au cours de la période visée.